

installations, que les pays réduisent leur dépendance à l'égard des missiles balistiques basés au sol, engins extrêmement vulnérables. On faisant jadis valoir que ces engins étaient plus précis, caractéristique qui en faisait des armes idéales pour atteindre les petites cibles militaires "protégées". Or, cet argument a perdu énormément de force depuis que les sous-marins *Trident* sont équipés désormais de missiles *D-5*. Ces engins peuvent en effet transporter des ogives nucléaires dont la précision est comparable à celle des systèmes basés au sol, et les sous-marins qui les véhiculent ont en outre une capacité de survie beaucoup plus grande. Mais le problème tient au fait que les deux tiers environ des ogives nucléaires stratégiques de l'URSS sont déployés sur des missiles basés au sol et que ce pays a par ailleurs beaucoup moins d'accès à la haute mer que les États-Unis. De plus, ses sous-marins sont loin d'être aussi sophistiqués que ceux des États-Unis. Autant de raisons expliquant pourquoi l'Union soviétique a refusé jusqu'à présent de modifier la structure de son arsenal nucléaire en réduisant sa dépendance à l'égard des systèmes basés au sol pour adopter des engins nucléaires navals, moins vulnérables.

Comme nous l'avons déjà dit, les missiles lancés de sous-marins et autres engins nucléaires navals inquiètent certains analystes, notamment parce qu'ils ne sont assortis d'aucun dispositif de prévention et à cause du stress auquel sont soumis les équipages des sous-marins. Certains ont recommandé que tous les engins nucléaires navals soient équipés de systèmes de déverrouillage électronique (PAL), comparables à ceux des armes nucléaires de théâtre installées en Europe.¹⁰ On limiterait ainsi le risque d'un lancement non autorisé d'armes tactiques navales (SLBM). Mais ces restrictions ne régleraient pas le problème du stress des équipages, qui a d'ailleurs fait l'objet de récentes études psychologiques.¹¹

Un certain nombre de recommandations ont été formulées en vue de réduire le danger d'une escalade par suite d'une guerre classique en Europe. Un grand nombre des rôles actuellement remplis par les armes nucléaires tactiques installées en Europe pourraient être assurés par de nouveaux engins conventionnels, et l'OTAN pourrait supprimer ses mines et ses obus d'artillerie nucléaires. On a également prié l'OTAN d'adopter une politique de "non-recours en premier" aux armes nucléaires ou de "non-recours prématuré". Il faudrait évidemment que ces déclarations d'intention soient suivies de remaniements dans le déploiement des forces et dans les procédures opérationnelles, gestes qui témoigneraient effectivement de la volonté des pays de réduire leur dépendance à l'égard des armes nucléaires. Il conviendrait notamment de renoncer à la pratique qui consiste pour les autorités à déléguer d'avance en temps de crise, le pouvoir d'employer des armes nucléaires tactiques.

On a également émis l'avis que l'OTAN et le Pacte de Varsovie devraient retirer les armes nucléaires

déployées à proximité des frontières, en Europe centrale. En 1982, le rapport de la Commission Palme proposait de former un couloir de 300 kilomètres de large qui longerait les frontières séparant l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie¹² et dans lequel il ne subsisterait aucune arme nucléaire. Cette proposition répondait à des objectifs à la fois militaires et politiques. On a fait valoir que cette zone exempte d'armes nucléaires permettrait de relever le seuil entre la guerre classique et la guerre nucléaire en Europe et, en temps de paix, de limiter les frictions entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Jusqu'ici aucun des gouvernements des pays de l'Ouest n'a accordé son appui à cette proposition.

C'est en période de crise internationale grave que le danger de guerre accidentelle ou déclenchée par inadvertance est le plus grand. C'est pourquoi un grand nombre des recommandations visant à limiter les risques de guerre portent sur la prévention ou la "gestion" des crises. Dans un article intitulé *Nuclear Alerts and Crisis Management*, Scott Sagan met la collectivité internationale en garde contre le danger de mettre les forces nucléaires en état d'alerte uniquement pour transmettre un message politique à l'adversaire. Il raconte à ce sujet comment des dirigeants civils ont dans le passé ordonné une intensification de l'état d'alerte des forces américaines sans avoir véritablement saisi toutes les répercussions de leur décision.¹³ Au moment où l'adversaire constate un renforcement de l'état d'alerte, la crise risque de s'aggraver; l'une des deux parties (ou les deux) peut perdre la maîtrise de la situation, et l'on risque d'assister à une succession inexorable de décisions et contre-décisions comparables à celles ayant entraîné les fameuses mobilisations "préventives" de 1914.

La prévention de la guerre accidentelle ou déclenchée par inadvertance fait partie des sujets de préoccupation communs aux deux superpuissances qui ont, à cet effet, signé un certain nombre d'ententes visant à limiter les risques. Il y a eu notamment en 1963 le traité dit du "Téléphone rouge", en vertu duquel il a été décidé d'instituer une ligne directe de communication par télécrypteur entre Moscou et Washington. En 1984, les États-Unis et l'Union soviétique ont convenu de perfectionner le système en lui ajoutant un télécopieur. Il s'agit d'un appareil capable de balayer un document, d'en traduire les caractères en signaux électriques, de transmettre ces derniers par téléphone et de les convertir en caractères lisibles chez le destinataire.

En vertu de l'accord de 1971 portant sur des mesures destinées à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire (*Accidental Measures Agreement*), les États-Unis et l'Union soviétique se sont engagés notamment à se tenir mutuellement informés en cas de recours non autorisé aux armes nucléaires, d'alertes ambiguës menaçant de provoquer une guerre nucléaire, et de tout lancement expérimental de missile dépassant le cadre du territoire national du pays procédant aux